

# LÉGUMES POUR TOUS

PROJET SOLIDAIRE POUR FAVORISER L'ACCÈS À UNE ALIMENTATION DURABLE



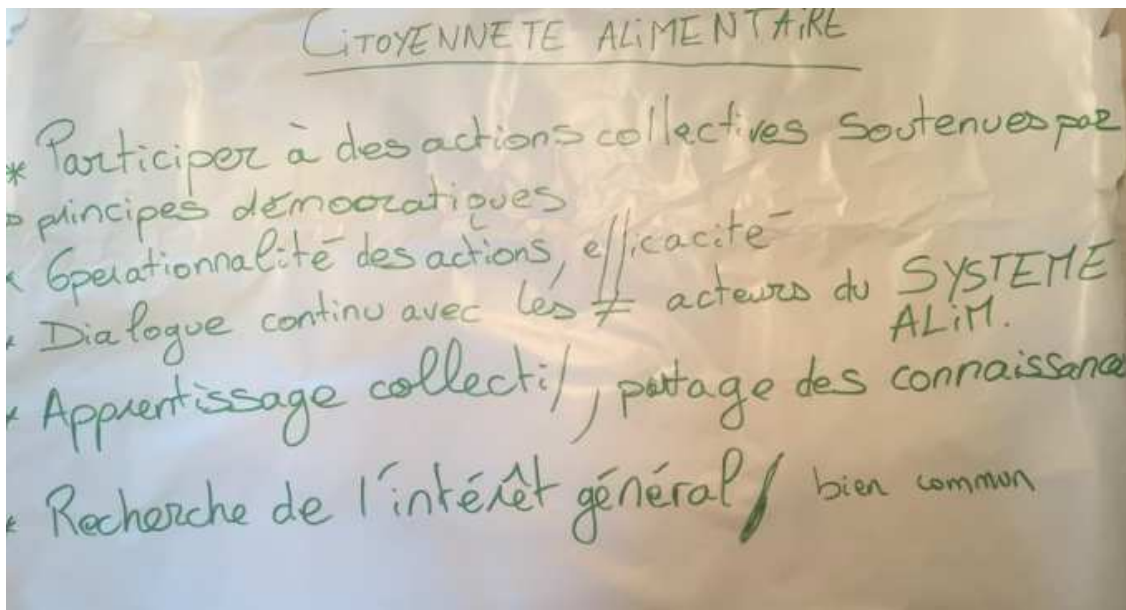
## Comment contribuer à la citoyenneté alimentaire en France ?

Séminaire PAT

Atelier « Démocratie Alimentaire »

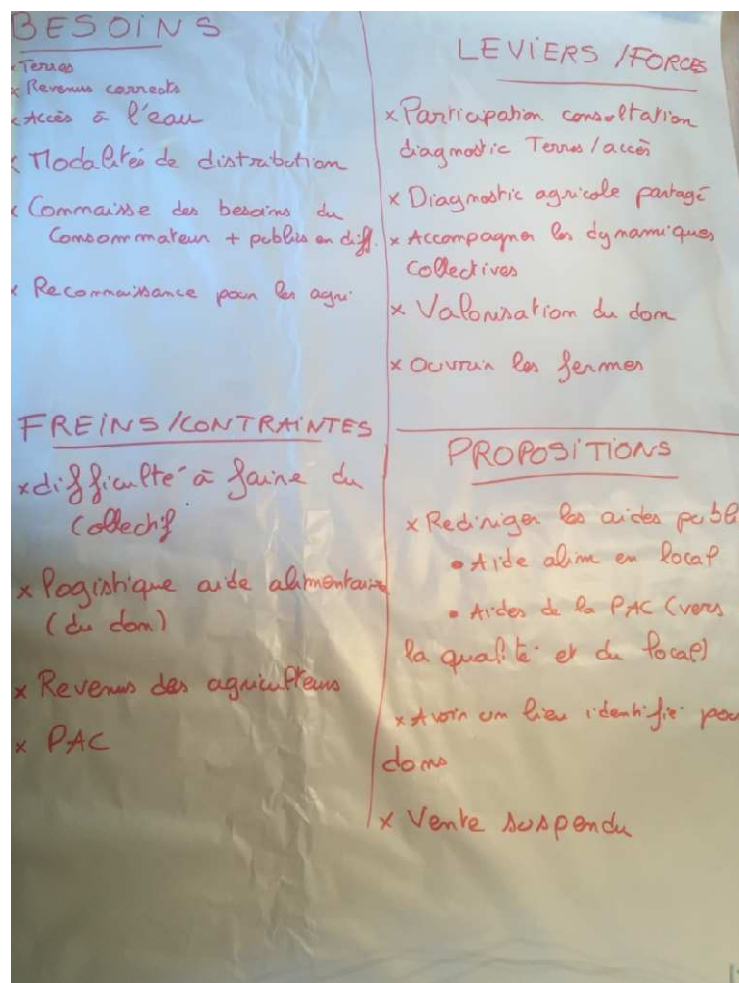
Carcassonne – 21 novembre 2019





4 groupes d'acteurs sont répartis pour répondre à la question « Comment contribuer à la citoyenneté alimentaire ». Vous trouverez ci-dessous la restitution de chacun des groupes et une synthèse des échanges.

### 1. Agriculteurs – producteurs

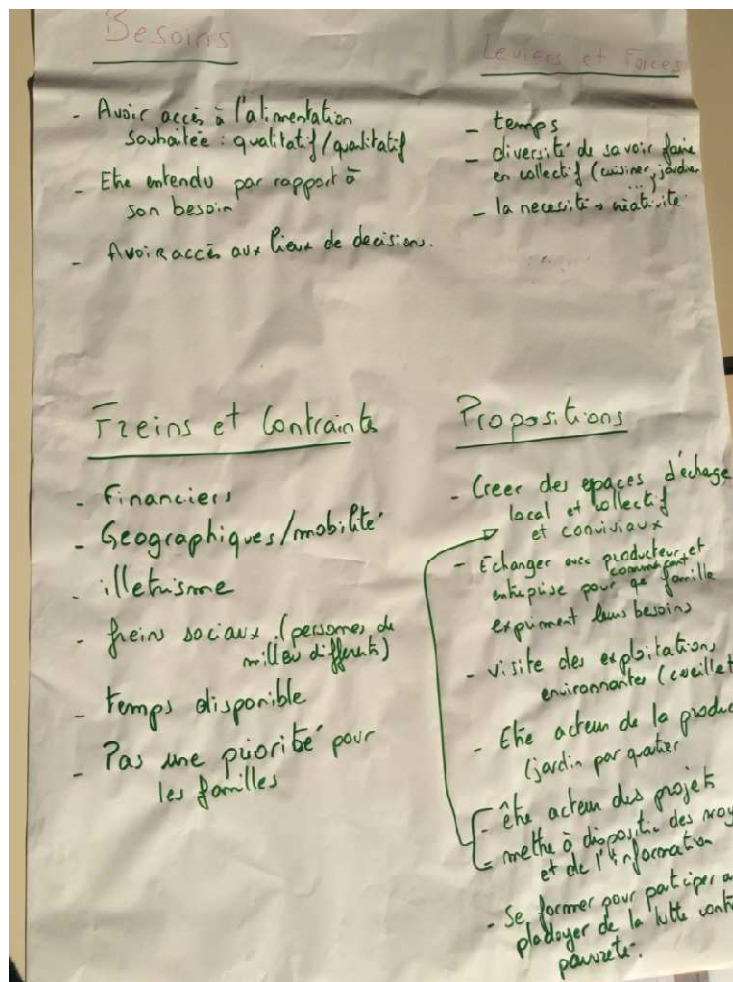


Les éléments mis en avant dans les retours ci-dessus caractérisent principalement le « petit agriculteurs. Dominique Patrel souligne l'importance de ne pas se laisser enfermer dans cette imaginaire du « petit producteur » comme seul acteur du système alimentaire. Les moyens et les grands producteurs contribuent en plus grande proportion à la production. Il convient de prendre en compte leurs enjeux dans le système global.

Les échanges dans le groupe évoquent les éléments suivants :

- Pour nombre de producteurs, leur rôle est de produire, vendre est une autre activité ;
- Les organisations collectives existent déjà ; selon les territoires, les agriculteurs se réunissent pour travailler ensemble ;
- Une proposition supplémentaire : accompagner les producteurs du « milieu » à la diversification et à répondre à des appels d'offre.

## 2. Familles à petit budget



Le groupe a choisi de prendre la situation d'une famille avec un S.M.I.C. La famille ne peut pas être seulement une cible, elle doit être partie prenante. Il est mis en avant qu'il existe différents niveaux de démocratie. Le niveau de démocratie locale favorise l'accès à la connaissance. L'accès à la connaissance permet la participation au processus. La démocratie locale vise « l'INTERET GENERAL » aux différentes catégories de la population. En se centrant sur le niveau de démocratie locale, nous visons que si ça bouge à cet échelon, ça bouge ailleurs.





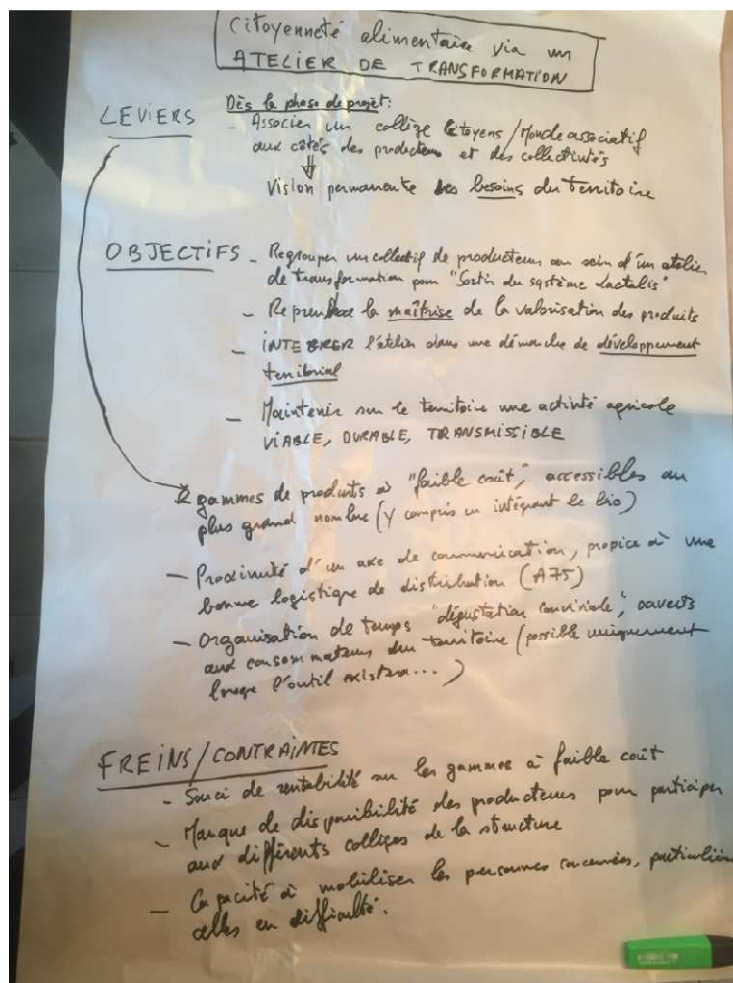
Les pouvoirs publics représentent l'intérêt général, les besoins de tous : l'accès à l'alimentation ; l'aide alimentaire comme système d'urgence ; des revenus justes pour les producteurs et leur viabilité économique ; le développement économique et la valorisation sociétale pour les distributeurs.

Une des propositions du groupe est de créer une taxe sur le même modèle que le pollueur /payeur sur la base du Nutriscore par exemple. La loi EGALIM définit des orientations dans lesquelles on retrouve plusieurs propositions du groupe notamment la Responsabilité Sociétale et Environnementale (RSE) des entreprises, le travail avec la restauration scolaire, etc. Il pourrait y avoir un collège « citoyen » dans les entreprises.

Une participante précise que l'alimentation est au programme au sein de l'Education Nationale, et ce dans plusieurs matières (SVT, Géographie), dans les différents niveaux de classe et dans différentes instances (Comités de vie).

Un participant évoque la création d'une sécurité sociale de l'alimentation. Dominique Paturel souligne qu'elle participe à cette réflexion. La création d'une allocation alimentaire de base (qui permettrait à tout un chacun de choisir son alimentation) en fait partie.

#### 4. Les entreprises, transformateurs et distributeurs



Le groupe précise que cela n'a pas été facile d'intégrer cette position tant elle recouvre de situations différentes. Ils ont choisi de travailler autour d'un projet porté par l'un des participants : un atelier de transformation laitier.

Dès la phase d'élaboration du projet, la mise en place de plusieurs collèges (pouvoirs publics, collègue citoyen au sein duquel les problèmes des précaires sont intégrés, producteurs) garantit une vision permanente des besoins du territoire.

## Conclusions de Dominique Paturel

Quels principes démocratiques se donne-t-on ? La « crise » des Gilets Jaunes révèle une critique de la démocratie représentative. Il s'agit d'imaginer une autre forme de démocratie. Au niveau local : espaces d'échanges pas forcément très formalisés (repérer les lieux d'échanges existants, ex : la boulangerie, là où ça discute). Lien pour faire collectif : sortir de la Mairie, du CCAS.

Le Conseil National de l'Alimentation est un système pyramidal avec des représentants. C'est l'institution qui pense représenter les questions de l'alimentation mais il n'existe pas dans les différents échelons territoriaux.

Ce qu'il est important de retenir :

- une définition systémique de l'alimentation ;
- il est nécessaire de se décaler des espaces connus. L'exemple des familles à petit budget est une illustration parmi d'autres. Il existe d'autres segments de la population qui consomment de la même manière. La majorité des actes d'achats alimentaires en France se font au supermarché et sur la conserve y a une place non négligeable. Cela doit être pris en compte pour penser les enjeux, c'est le point de départ de la réflexion ;
- il existe plusieurs textes réglementaires comme pour le « PAT », « Plan Climat », « SCOT », etc. Ils sont tous construits sur un modèle incitatif, peu contraignant quant à la réalisation d'objectifs participants au changement des pratiques et de l'offre alimentaires. Ce sont, le plus souvent, ceux qui se saisissent du projet, qui deviennent les organisateurs et orienteurs de la suite du PAT. L'objectif est de remettre ces outils à disposition des citoyens pour répondre à la dimension de citoyenneté alimentaire. Les enjeux de démocratie doivent être intégrés dans les questions de gouvernance.

Le concept de démocratie alimentaire englobe le droit à l'alimentation. L'ambition est de le faire reconnaître comme droit fondamental. La FAO a épinglé la France qui ne rend pas le droit à l'alimentation effective. La proposition d'une nouvelle branche de la sécurité sociale est de reconnaître une autre place à l'alimentation. Aujourd'hui, l'alimentation a tendance à être réduite à la nutrition. La grille NOVA, par exemple, travaillée par des nutritionnistes brésiliens permet une transition. Elle prend en compte autant les produits bruts que transformés et rend visible l'alimentation ultra-transformée (ce type de produits alimentaires entraînant certains problèmes de santé) : taxer ces produits serait une piste intéressante.